

BULLETIN OFFICIEL DES ARMÉES



Edition Chronologique

PARTIE PERMANENTE

Direction générale de la gendarmerie nationale (DGGN)

INSTRUCTION N° 15900/DEF/GEND/PM/AF/RAF

modifiant l'instruction n° 24000/DEF/GEND/PM/LOG/ADM du 7 décembre 1988 (BOC, 1999, p. 4491) relative aux dispositions administratives, financières et logistiques applicables aux volontaires dans les armées servant dans la gendarmerie nationale.

Du 24 septembre 2003

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA GENDARMERIE NATIONALE : *service des plans et moyens ; sous-direction administrative et financière ; bureau de la réglementation administrative et financière.*

INSTRUCTION N° 15900/DEF/GEND/PM/AF/RAF modifiant l'instruction n° 24000/DEF/GEND/PM/LOG/ADM du 7 décembre 1988 (BOC, 1999, p. 4491) relative aux dispositions administratives, financières et logistiques applicables aux volontaires dans les armées servant dans la gendarmerie nationale.

Du 24 septembre 2003

NOR D E F G 0 3 5 3 0 0 1 J

Pièce(s) Jointe(s) :

Une annexe.

Précédent Modificatif :

14 avril 2003 (BOC, p. 6367).

Référence de publication : BOC, p. 7578.

L' instruction 24000 /DEF/GEND/PM/LOG/ADM du 07 décembre 1998 est modifiée comme suit :

1. Dans l'entre-deux barres, rubrique « Pièces jointes ».

Remplacer :

« Deux annexes »,

Par :

« Trois annexes. »

2. Dans le sommaire, rubrique « Annexes ».

Ajouter :

« III. Attestation relative à l'hébergement. »

3. Article 4.

Supprimer le cinquième alinéa suivant :

«— à la prime complémentaire de police. »

4. Article 5.

Remplacer le texte du point 5.2 par le texte suivant :

« Peuvent prétendre aux taux « non logés gratuitement » de l'ICM les gendarmes adjoints :

- bénéficiant d'un ou deux taux particuliers de l'ICM puisque la famille ne bénéficie d'aucun logement mis gratuitement à sa disposition par l'autorité militaire (les gendarmes adjoints dont le conjoint fonctionnaire bénéficie d'un logement mis gratuitement à sa disposition par l'administration ne peuvent bénéficier que des taux « logés gratuitement » de cette indemnité) ;

- célibataires ou vivant en union libre qui ne bénéficient d'aucune chambre individuelle ou collective fournie gratuitement par la gendarmerie, sous réserve de la production de l'attestation établie par leur commandant de légion (ou formation assimilée), du modèle fixé à l'annexe III de la présente instruction (2). »

5. Insérer en bas de page le renvoi (2) suivant :

« (2) Ces dispositions ne préjugent pas des conditions dans lesquelles les gendarmes adjoints peuvent être autorisés exceptionnellement par le commandement à se loger par leurs propres moyens. »

6. ARTICLE 6.

Remplacer le cinquième alinéa par l'alinéa suivant :

« — de l'allocation de mission judiciaire de la gendarmerie. »

7. Article 12. Deuxième alinéa.

Au lieu de renvoi (2),

Lire renvoi (3).

8. En bas de page.

Au lieu de renvoi (2),

Lire renvoi (3).

9. Annexe I. Au point 1.

Remplacer le troisième alinéa par l'alinéa suivant :

« Afin de pallier l'absence de délivrance de bulletin de solde durant les trois premiers mois de service, une attestation, du modèle fixé à l'annexe II de la présente instruction, est établie par l'organisme payeur et remise aux gendarmes adjoints en exprimant la demande entre la date de leur incorporation et celle de remise de leur premier bulletin de solde ».

10. Ajouter l'annexe III ci-jointe.

Pour la ministre de la défense et par délégation :

Par empêchement du chargé des fonctions de chef de service des plans et moyens :

Le colonel,

Jean-Jacques ROUCOULES.

ANNEXE III.

Figure 1. Attestation relative à l'hébergement.

ATTESTATION RELATIVE A L'HEBERGEMENT (1).

Attache de la légion A , le
(ou formation assimilée).

Le (grade, nom) , commandant de
(légion ou formation assimilée) , atteste que depuis le
(date) , aucune chambre individuelle ou collective fournie gratuitement par l'adminis-
tration militaire ne peut être mise à disposition du (grade, nom, prénom)
affecté à (désignation de l'unité d'affecta-
tion) .

*Signature du commandant de légion
(ou formation assimilée),*

Destinataire :

Centre administratif de la gendarmerie nationale
Service des droits individuels
Bureau solde des gendarmes adjoints
BP 201
Rue de la Guignière
36300 Le Blanc Cedex.

(1) Cette attestation a pour objet de déterminer les droits à indemnité pour charges militaires au taux « non logé gratuitement » conformément aux dispositions de l'article 4 du décret n° 59-1193 du 13 octobre 1959 (BO/G, p. 4824; BOEM 520-0*) modifié.